

## Burundi : Le Cnnd-Fdd porte en lui les germes de sa propre destruction

@rib News, 28/02/2011 Le Secrétaire général du Conseil des Sages au sein du parti CNDD-FDD (au pouvoir) depuis 2005, Manassé Nzobonimpa, déplore la présence d'un groupe mafieux qui sème la terreur au sein du parti présidentiel. Selon ce député de la Communauté de l'Afrique de l'Est, « il y a un cercle des corrompus et corrupteurs qui se tient entre eux et qui arrivent même à démettre de leurs fonctions des gens intègres qui ne tolèrent pas les malversations économiques du moment » et qui sont imputables aux membres de ce parti.

M. Nzobonimpa trouve que même les cas de violation des droits de l'homme sont devenus monnaie courante à cause de ce même groupe qui est au sein du parti présidentiel, le CNDD-FDD, dont il est lui-même secrétaire général du Conseil des Sages, un conseil supérieur et qui a le dernier mot suivant la hiérarchie de ce même parti. « Les négociations entre le pouvoir et les partis d'opposition sont aussi incontournables » a-t-il ajouté. Cet homme qui accepte de dire à haute voix ce que les autres chuchotent tout bas estime que qualifier de fous ceux qui tirent sur les positions militaires et policières, cachent la réalité des choses. « Qui sont ces genres de bandits qui sont armés ayant même des mitrailleuses et qui attaquent les positions militaires ? » s'est-il interrogé. Tout en regrettant le bas salaire des forces de l'ordre et la sécurité, M. Nzobonimpa a souligné que les policiers et les militaires sur les positions ne sont pas les plus riches pour s'attirer des attaques des bandits. C'est ainsi alors que le député demande des négociations urgentes entre le pouvoir et les groupes armés. « Au lieu que la démocratie recule pour avoir refusé de dialoguer avec les opposants, les négociations seraient incontournables pour éviter de perdre les acquis démocratiques », a souligné le secrétaire général du conseil des sages au sein du parti présidentiel, Manassé Nzobonimpa. Toujours selon le député Nzobonimpa, un groupe de corrompus au sein de ce même parti, a fait tache d'huile aux relations diplomatiques entre le Burundi et la communauté internationale. « Il faut des négociations au lieu de se contenter à les qualifier comme des bandits ou des fous car cela ne fait qu'augmenter le mécontentement de la population surtout que la population civile continue à mourir comme des mouches dans certaines provinces du pays », a déploré le député Nzobonimpa, ancien gouverneur de Bubanza. Selon des sources proches de ce même parti, Manassé Nzobonimpa est entouré d'autres ténors du parti présidentiel qui ne se sont pas encore dévoilés jusqu'ici, et qui attendent un moment opportun pour le faire. Le député Nzobonimpa a déploré aussi que l'espace de la liberté d'expression se rétrécit dans ce pays, et surtout au sein du parti, au pouvoir depuis 2005. « Même les partis d'opposition ainsi que la société civile n'ont rien à dire sur ce qui se passe alors que nous partageons le Burundi que Dieu nous a tous donné » a laissé entendre M. Nzobonimpa qui a ajouté que même au niveau du parti au pouvoir, les congrès, jadis réservés aux échanges, sont devenus des lieux d'intimidations et de dictature sans nom. Pour rappel, un document rédigé en langue nationale avait fait la Une de l'actualité après sa publication sur des sites Internet dédiés au Burundi. Peu après, le président du parti CNDD-FDD Jérôme Ngendakumana, avait refusé de s'exprimer sur les médias privés concernant ce dossier, préférant s'écouter sur les ondes de Rema FM, une station proche du pouvoir. Mais cette conversation avec la Rema FM s'est vite retrouvée sur les ondes de la RPA, une radio privée qualifiée d'opposition. Les choses semblent se détériorer au sein de ce parti présidentiel depuis longtemps. Des sources, qui pourraient être confirmées dans les jours à venir, nous avaient signalé que certains hauts gradés de l'armée burundaise et de la police auraient refusé toute forme de négociations entre le pouvoir et les groupes armés qui naissent dans le pays. Des cas de détournement des fonds publics, d'assassinats politiques ainsi que le meurtre des opposants et des syndicats des fonctionnaires ont déjà fait la Une des journaux burundais. C'est dans cette logique que le Directeur des renseignements burundais avait été accusé par l'opinion publique de détourner le budget de son unité dans le but de se construire un nouvel hôtel au Nord de la capitale, et dans lequel il aurait d'ailleurs transféré son bureau. Pendant ce temps, le président de la République reste silencieux, mais on apprend que le congrès du parti présidentiel qui devrait se tenir à Bujumbura à la fin du mois de février a été repoussé à une date ultérieure, selon le président du CNDD-FDD. Mais selon le groupe de Nzobonimpa, il s'agit d'une façon de se préparer dans le but de nettoyer des sphères de décisions du parti, ceux qui osent dire non au diktat. [ND]